



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation
19 juillet 2017
Date d'affichage
08 AOUT 2017
Date de séance
28 juillet 2017

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juillet, à huit heures

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur le maire, Ronald TUMAHAI.

Etaient présents :

Nombre de conseillers	
En exercice	35
Présents	25
Procurations	7
Votants	32
Pour	32
Contre	0
Abstention	0

OBJET :

Prononçant l'admission en non-valeur « sui generis » des créances relatives à l'eau et aux ordures ménagères de madame Armelle FAIVRE-VAIRAAROA

**ACTE RENDU
EXECUTOIRE**

Le Maire certifie sous sa responsabilité que le présent acte

A été déposé
à la Subdivision
Administrative

le **04 AOUT 2017**

et a été publié, affiché ou

notifié
le **07 AOUT 2017**
Pour le Maire absent,
Le 1^{er} Adjoint,



Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration
TUMAHAI Ronald	X		
LISSANT Simplicio		X	Aitu POMMIER
POMMIER Aitu	X		
DUBOIS Tatiana	X		
TATARATA Marc	X		
MANEA LYAU Tania	X		
CHING Yves		X	Ismaël HAPAITAHAA
PUCHON Cathy	X		
HAPAITAHAA Ismaël	X		
TEISSIER Hinano	X		
TEURU Marie-Rose		X	Tania MANEA-LYAU
JURD Marguerite	X		
VERNAUDON Christian	X		
TEATIU Imelda	X		
VAN BASTOLAER Gustave		X	Andre TEAHU
MAITI Mareta	X		
TEAHU André	X		
MARA Astride		X	
RUA Antoine	X		
TAHUTINI Edmée	X		
PERE Paul	X		
ATAE Layana	X		
BAMBRIDGE RICHERD Bellinda		X	Tatiana DUBOIS
DOOM Georges		X	Irwin FAATAU
FAATAU Irwin	X		
SANQUER Juliana	X		
CHING Jean-Pierre	X		
PATII Terava	X		
ARO Dylma		X	Monette HARUA
LEBOUCHER Michel	X		
HARUA Monette	X		
HOWELL Patrick	X		
TERITERAAHAUMEA Patricia	X		
TETUANUI Willy		X	
HOPU Aimata		X	

Formant la majorité des membres en exercice.

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la loi du Pays n° 2012-8 du 30 janvier 2012 portant traitement des situations de surendettement des particuliers ;
- **VU** la délibération n° 24/2017 du 24 mars 2017 approuvant le Budget primitif de l'exercice 2017 modifiée par délibération n° 118/2017 du 19 mai 2017 ;
- **VU** la délibération n° 143/2017 du 28 juillet 2017 portant modifications du budget principal ;
- **VU** l'ordonnance n° 13 du 31 mars 2017 du tribunal de 1ère instance de Papeete relative au dossier de madame Armelle FAIVRE ;
- **VU** la lettre n° 2017/44/TIVAA en date du 24 avril 2017 relative à l'ordonnance du tribunal de 1ère instance de PAPEETE du 31 mars 2017 ;
- **VU** l'avis réservé des membres de la Commission des affaires administratives réunie en date du 11 juillet 2017 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 28 juillet 2017 ;

ADOpte

Article 1 – Est prononcée l'admission en non-valeur des titres de recettes relatifs aux redevances de l'eau et des ordures ménagères des années 2005 à 2008 et 2010 pour un montant total de 109 000 F CFP (cent neuf mille francs CFP) comme suit :

ANNEES	EAU	DECHETS	TOTAL
2005	18 000	14 000	32 000
2006	19 000	16 000	35 000
2007	18 000	15 000	33 000
2008		5 000	5 000
2010	4 000		4 000
TOTAL	59 000	50 000	109 000

Article 2 – La dépense est imputable en section de fonctionnement au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » article 654 du budget principal de la Commune.

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 28 juillet 2017,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*



Le Maire,

Ronald TUMAHAI ✓